

# pourquoi pas ?

de nouvelles perspectives à gauche en normandie

## ÉDITO



## Quand le local rattrape le global !

par Etienne Adam

Ce qui s'est passé lundi 19 septembre au conseil municipal de Caen vient illustrer de façon concrète ce que nous disons dans les différents articles de ce numéro.

Mme Le Brethon est bien UMP !

Comme de Villepin, elle reste sourde aux demandes sociales qui s'expriment avec force. Le choix est clair : fermer les yeux sur l'appauvrissement et la récession, considérer les salaires comme une charge insupportable. Il faut respecter un dogme libéral, ne pas augmenter les impôts. Certes, les impôts locaux ont moins d'importance pour les riches que le plafonnement de l'impôt à 60% des revenus : certains vont pouvoir ainsi - avec ce qu'ils payeront en moins à la collectivité - se payer des immeubles en plus sans que cela ne leur coûte rien. Ce n'est pas cela qui apportera une solution à la crise du mal logement. Le logement dans les villes devient un privilège de riches, mais que va-t-on faire de ceux qui ne peuvent pas payer ? Ce mal - logement est source de pauvreté de précarisation accrue, nous le disons depuis des mois et des mois, mais aujourd'hui cela devient particulièrement dramatique. Tout le monde s'est ému des enfants morts dans les

incendies parisiens. Mais est-on bien sûr que la pauvreté, l'exclusion du logement ne tuent pas aussi chez nous dans le silence, des personnes devenues « invisibles » aux yeux de beaucoup d'entre nous ? L'inversion des priorités, dans les politiques, de l'Etat aux collectivités locales, devient une urgence sociale : seule une politique radicale de partage des revenus pourra redonner des droits élémentaires à ceux de plus en plus nombreux qui en sont privés.

Mais la démocratie en a pris aussi un coup ce 19 septembre : de Villepin agit par ordonnances et rend les députés inutiles, le maire de Caen fait voter son conseil sans débat, dans un brouhaha qui rendait inaudible ce qui se faisait.

Quand l'urgence gestionnaire l'emporte sur le débat public, quand les élus sont à ce point méprisés, c'est la politique et la démocratie qui sont mises en cause. C'est une forme d'Etat technocratique et autoritaire qui se révèle.

Vraiment ce conseil a dévoilé pour tous ceux qui étaient là le vrai visage de l'UMP ! La voilà, la rupture à la Sarkozy ! ■

## sommaire

### ÉDITO

**Global et local ... De Paris à Caen, la contre-révolution libérale a partout le même visage : mépris de la démocratie et autoritarisme ...**

### ACTUALITÉS

**Aux Etat-Unis, l'ouragan a fait d'énormes dommages ... parmi les noirs et les pauvres. Bien étrange catastrophe naturelle !**



**Sarkozy s'est déchainé, lui aussi contre les plus pauvres. La chasse aux chômeurs, aux sans-papiers, aux pauvres, en général, est lancée.**



**Le prix du pétrole ne cesse de monter. Quelles sont les raisons de cette crise ? Quelle est sa réalité ?**



### SORTIE DE CRISE ?

**Mais cette contre-révolution se fait dans la douleur. La droite et la gauche sont en crise. Quelles seront alors les conditions de sortie de cette crise ? Quelle alternative construire ? Quels mots d'ordre pour aujourd'hui et pour demain ?**



**Enfin, un appel national paru dans Politis...**



### AGENDA

- Le 4/10 : Manifestation nationale intersyndicale
- Le 7 et 8/10 : Forum social de l'Eau à Cherbourg
- Le 13/10 : Meeting de Romy Brauman à Caen
- Le 19/10 : Café du commerce mondial
- Le 27/10 : Procès des faucheurs



# La chasse aux chômeurs est ouverte !

Rendue publique le 19 septembre, une circulaire de Borloo précise les sanctions infligées aux chômeurs en cas de refus d'emploi : 20% d'alloc en moins au premier, 50 au second et plus rien au troisième.

Un chômeur indemnisé sur la base d'un plein temps à l'allocation plancher (546 euros ; pour celles qui sont à temps partiel, l'allocation est une misère 273 euros pour un mi-temps) se verra déjà en situation intenable avec une première sanction, mais passera en dessous du RMI dès la deuxième : il faut être crétin pour imaginer que cela puisse faciliter la recherche d'emploi !

Au contraire, on condamne les gens à passer leur temps à chercher des solutions pour survivre. Par contre on fait baisser le nombre des chômeurs pour les transformer en RMIstes. C'est déjà ce qui s'est produit. L'UNEDIC indemnise moins de chômeurs (-3,4%) et les RMIstes augmentent de 4% !

Mais la circulaire prévoit une définition de l'emploi compatible très floue laissée à l'arbitraire du pouvoir et du MEDEF. Mais surtout, ceux qui sont depuis longtemps au chômage « plus de 6 mois ou à fortiori plus de 12 mois » doivent envisager « une réorientation » en fonction de l'offre d'emploi dans la région, un petit boulot dans l'hôtellerie-restauration ou la cueillette des fruits mal payé. Sarko va pouvoir en virer des clandestins ! C'est une disposition ségrégative qui se fait au mépris du principe d'égalité inscrit dans notre constitution. ■

# Les Etats-Unis, un pays du tiers-monde ?

par Nicolas Bénéès

La Nouvelle-Orléans sous les eaux. Ce sont plus de mille de morts, pauvres et noirs - mais, ça va souvent de pair. La pauvreté, mesurée par le seuil de pauvreté, a augmenté aux Etats-Unis sous le règne de W. Bush, 37 millions de pauvres, contre 32 à la fin des années 90... La catastrophe a dévoilé cette montée des inégalités, profonde, déstructurante... Pour se rendre compte de cette ambiance générale expliquant le désintérêt profond du Président de la première puissance mondiale envers le sort des défavorisés, il faut lire les « polars » de Joe R. Lansdale qui, par l'intermédiaire de deux figures de « détective privé », un Africain-Américain homosexuel, et un Blanc hétéro, décrit ces sociétés du sud des Etats-Unis où le Ku-Klux-Klan a encore pignon sur rue, notamment *Bad Chili*, le plus abouti.

Comment oublier que le Port de la Cité du croissant - « Crescent city » à cause de sa forme - est l'un des premiers des Etats-Unis, qu'il a permis à cette ville d'être un centre de rencontre de civilisations, de cultures. Les Français l'ont fondée en 1718, les Espagnols l'ont conquise puis les Américains ont remplacé toutes ces anciennes puissances pour imposer leur ordre. Après la guerre de sécession, les Yankees l'ont aussi transformée. Des familles métisses, créoles provenant de l'union des esclaves africaines-américaines et des maîtres blancs se sont constituées. Barbara Hambly raconte cette histoire, à partir de 1830, insistant sur cette double vie de famille, légale et officieuse, des planteurs

français donnant une éducation à leurs enfants illégitimes noirs. Cette tradition se perdra avec les Yankees qui ne verront plus de différences entre les Noirs pauvres, totalement laissés pour compte et adeptes des pratiques du vaudou qui marquent toute la ville, une ville de cimetières, pour faire vivre ces fantômes désormais engloutis dans les flots, et les Créoles éduqués. Cette rencontre faite de hasards et de nécessité permettra à une forme de jazz de naître là. Une rencontre de Titans ! Elle fait partie du patrimoine culturel mondial et appartient à notre histoire. Pas à Bush !

L'incurie de Bush, du racisme qui n'a pas disparu, est responsable de ces bibliothèques qui brûlent emportées - excusez l'oxymore - par la montée des eaux, par le pétrole qui a affaissé plus encore cette cuvette sur laquelle est construite la ville, par la baisse des dépenses publiques pour le maintien et le développement des infrastructures, par ce libéralisme allié au conservatisme et à la « compassion » qui fait de cette Amérique le chantre du libéralisme et de ses conséquences dramatiques.

Et, Sarkozy veut suivre cet exemple... ■

Votre abonnement est-il à jour ?

Vérifiez le :

- en téléphonant au

02 31 75 33 65

- par courriel à

georges.fauvel@anpag.org



# Sarko, toujours et encore !

## **Fichage, Surveillance et Répression des pauvres, gêneurs et contestataires de l'ordre libéral. Dès à présent, prenez rendez-vous pour un nettoyage radical !**

par Anne Flambard

**L**e Pen a dit : « Les premières victimes de l'immigration incontrôlée sont les immigrés eux-mêmes ». « Il suffirait de mettre un terme à la béante et criminel- le ouverture de nos frontières et d'engager une politique humaine de retour ». (Communiqué, mardi 30 août 2005).

**Copié-collé ?** SARKOZY a répété : « Il faut fermer tous ces squats et tous ces immeubles pour arrêter ces drames et c'est ce que j'ai demandé au préfet de police parce que ce sont des êtres humains qui sont logés dans des conditions inacceptables ». « A force d'accepter des gens malheureusement à qui on ne peut proposer ni travail ni logement on se retrouve dans une situation où on a des drames comme ça ». (France Inter, mardi 30 août 2005).

**Quelle sollicitude !** A 6h, ce 02 août 2005, SARKOZY, ci-devant Ministre de l'Intérieur, met à exécution les desiderata insinués par Le Pen. La première évacuation vendredi matin a été menée rue de la Fraternité, dans le XIXe arrondissement ; une heure plus tard, des CRS ont pénétré dans un immeuble rue de la Tombe-Issoire, dans le XIVème. Les personnes expulsées : français à peau noire, antillais, carte de séjour de 10 ans,

carte d'un an, enfants...

Combien de Sans Papiers victimes dans les incendies ? Combien d'immigré(e)s en situation régulière ? Combien de Français à peau noire ? Quels emplois exerçaient les victimes ? Combien cotisaient au 1% patronal pour le logement ? Combien étaient en attente d'un logement social HLM ou autres et depuis combien de temps ?

Comment ne pas constater que selon le rapport OFPRA 2003, sur 52 204 premiers demandeurs d'asile politique au total seuls en définitive 16,9% ont été satisfaits. En d'autres termes 83,1% ont été définitivement déboutés et, sans papiers, sont réduits à se terrer.

Vendredi 16 septembre, sur ordre de la préfecture de police de Paris, vers 07H00 ; le secteur du XIXe autour de la place du Maroc, près de la place Stalingrad, a été bouclé par les forces de l'ordre. Des dizaines de policiers en tenue d'intervention, casqués, munis d'outillage (béliers), sont entrés dans les lieux pour procéder à l'évacuation des squatters : un peu plus de trente personnes dont une vingtaine d'enfants d'origine africaine.

## **L'indécence atteint son comble.**

Les seuls et véritables problèmes posés sont :

- la question du racisme d'Etat qui fait que le pays berceau des droits de l'homme ne respecte pas le droit d'asile ratifié par ailleurs ,
- la question d'une politique de logement social et de son accès,
- la lutte contre la flambée des prix de l'immobilier,
- la mise à disposition des logements d'urgence.

## **Répression S !**

Lycéens malmenés, arrêtés, condamnés ; enfants en difficulté répertoriés et dénoncés dès leur plus jeune âge ; violation du secret professionnel, du droit de réserve ; fichage à biométrie multiple généralisé ; militants syndicaux, associatifs menacés, inscrits au fichier « ADN » poursuivis, licenciés ; mouvements sociaux réprimés, criminalisés ; élèves sans papiers dans nos classes redoutant que la police vienne les en expulser ; répression accrue des chômeurs...

Et ce n'est pas fini !

Nicolas Sarkozy parle de « nouveau modèle français ». Que nous prépare-t-il ?

Le si vanté « modèle britannique » ?

A savoir :

- Au Royaume-Uni, l'écart entre les 20% les mieux payés et les 20% les moins bien payés est de 1 à 5 ; en France, il est de 1 à 4.
- Au Royaume-Uni, les hommes gagnent en moyenne 56% de plus que les femmes ; en France, c'est 24%.
- Au Royaume-Uni, le taux de temps partiel est de 25% ; en France, il est de 16,7%.
- Au Royaume-Uni, le taux de pauvreté est de 19% ; en France, il est de 15%...



# Pétrole, pétrole, je t'aime, moi non plus ...

par Nicolas Bénéès

Le cours du baril de pétrole brut a été multiplié par trois depuis 2001. Il cote aux alentours de 65 dollars, avec des pointes à 70. Quelles sont les raisons principales de cette hausse ?

1) D'abord une augmentation de la demande provenant de la conjonction d'une consommation étatsunienne de plus en plus élevée - les Etats-Unis représentent à eux seuls 24,9% de la consommation mondiale -, de l'industrialisation de la Chine, consommant de plus en plus d'énergie avec une efficacité trois fois moindre de celle des pays développés (ses équipements n'intègrent pas les nouveaux procédés technologiques) - 8,2% de la consommation mondiale - et le Japon, 6,4%. La France ne représente que 2,5% de ce total, en fonction de l'orientation vers le nucléaire recelant d'autres dangers.

2) La production de son côté n'a pas augmenté dans les mêmes proportions. Les pays de l'OPEP ont décidé d'une politique de quotas justement pour faire monter le cours... Et les grandes compagnies rechignent à investir malgré une augmentation gigantesque (150%) de leur profit, préférant - ce libéralisme fait marcher l'économie sur la tête - racheter leurs propres actions pour faire hausser le cours et distribuer des dividendes aux actionnaires. L'investissement est actuellement gelé, en particulier dans les énergies de renouvellement, faute de possibilité de « retour sur investissement ». La frilosité est la règle.

3) Enfin, et celle-là est un peu trop ignorée, le pétrole se négocie sur les marchés financiers - dits « marchés à terme » - soit à la City de Londres, centre international de cotation des matières premières, soit au CME, Chicago Mercantile Exchange, soit au NYMEX, le New York Mercantile Exchange, et fait l'objet d'une intense spéculation expliquant les montées rapides et les descentes.

Logiquement, à court terme, le cours du baril de pétrole devrait baisser. D'autant que les raffineries du côté de la Nouvelle-Orléans ont été remises en fonction. Les grandes compagnies pétrolières en profitent pour augmenter les prix des dérivés du pétrole, l'essence, le gas-oil, le mazout...

Si le gouvernement voulait baisser le prix de l'essence, il le pourrait en diminuant le poids - Près des 3/4 du prix à la pompe - des taxes, notamment la TIPP. Il pourrait aussi imposer aux compagnies la baisse de leur marge en imposant un prix. Libéralisme oblige, Thierry Breton ne fait que dans la communication en nous prenant pour des imbéciles. Cette fois, même la presse n'a pas marché... C'est dire...

Le « choc pétrolier » est une invention de journalistes en mal de titre. Par contre, il serait temps de s'interroger et de diriger les recherches vers les énergies de remplacement respectant l'écosystème... Mais, pour ce faire, il faudrait rompre avec le libéralisme et définir une politique énergétique et de l'environnement... ■

Ainsi veut-il réduire le taux de chômage, mais à quel prix ! En créant combien de pauvres, de précaires, d'exclus ?

Culpabiliser les Français. Après les étrangers, les jeunes, les prostituées, c'est sur les chômeurs qu'il s'acharne : « Travailler plus », « Se lever tôt ». Ces rappels constants à la « valeur travail » sont scandaleux. Combien (dont une majorité de femmes) sont prêt(e)s à accepter un travail pour un revenu à peine supérieur aux allocations ? Il y a en France quatre millions de

Revenu mensuel	Impôt avant réforme	Impôt après réforme	Gain annuel en euros	Gain relatif en %
<b>Célibataire</b>				
1 250	698	665	33	4,7
<b>2 083</b>	<b>2 326</b>	<b>1 925</b>	<b>401</b>	<b>17,2</b>
4 167	8 447	8 371	76	0,9
6 250	16 140	15 315	825	5,1
16 667	65 204	60 327	4 875	7,5
<b>Couple sans enfants</b>				
2 083	706	699	7	1
<b>4 167</b>	<b>4 652</b>	<b>3 650</b>	<b>802</b>	<b>17,2</b>
6 250	6 198	6 042	156	2,5
8 333	16 894	16 742	152	0,9
16 667	49 590	48 630	960	1,9
<b>Couple avec deux enfants</b>				
<b>2 083</b>	<b>462</b>	<b>465</b>	<b>- 3</b>	<b>- 0,6</b>
4 167	2 785	2 624	161	5,8
6 250	6 978	5 775	1 203	17,2
8 333	12 576	12 424	152	1,2
16 667	45 272	44 312	960	2,1

Source : Le Figaro, 15 septembre 2005 d'après OFCE

demandeurs d'emploi. Combien de précaires et d'exclus faut-il ajouter... ?

C'est une politique libérale classique de tension sociale et d'accroissement des inégalités !

De même pour le plafonnement de l'impôt à 50% ou 60% des revenus. Un système dans lequel les seuls qui seront soulagés seront les très très riches.



**Les effets de la réforme fiscale :**

Les grandes perdantes, là encore, seront les catégories les plus démunies, en particulier celles qui n'ont plus de lien à l'emploi (notamment les personnes âgées, les femmes seules qui ne travaillent pas, etc.) et qui ne percevront donc pas la hausse de la prime pour l'emploi. Les 3,5 milliards gaspillés par cette réforme représentent l'équivalent des deux-tiers de l'ensemble des aides au logement versées chaque année et auraient permis de construire quelques dizaines de milliers de logements sociaux, par exemple. On mesure toute l'hypocrisie de la sollicitude gouvernementale ; c'est en effet par la précarité des salariés et le contrôle des chômeurs que le gouvernement entend gérer la crise sociale majeure qu'il a lui-même alimentée : Contrat Nouvelle Embauche qui précarise les deux premières années de travail,

loi Borloo institutionnalisant la précarité, la domesticité des femmes en particulier... De manière concomitante, ces mesures développent la paupérisation massive des salariés.

Elles illustrent bien la supercherie de la politique actuelle contre le chômage. Il est grand temps que salariés, chômeurs, précaires de tous horizons fassent converger leurs luttes pour rappeler vigoureusement à ce gouvernement déjà rejeté à plusieurs reprises par les urnes qu'à défaut de gouverner, la rue incarne les valeurs populaires et démocratiques qu'il bafoue. ■

# Fausse bataille pour l'emploi et vraie guerre aux chômeurs

par Bernard Gy

Les 100 jours de Villepin tournent en sinistre mascarade. Faute de victoires pourtant annoncées sur l'emploi, le premier ministre vient de mettre en place un nouvel arsenal répressif contre les chômeurs, les précaires et les salariés.

Pour masquer cette pénurie d'emploi, de

On croit rêver, combien n'ont jamais eu de la part de l'Anpe une seule offre d'emploi. Pourquoi les chômeurs seraient-ils condamnés à accepter les jobs précaires, sous payés et sans avenir. ? Sous la pression de ce gouvernement, du patronat et de l'Unedic (...) c'est pourtant ce qui est programmé dans ce décret et cette circulaire.

**La situation du chômage en Basse Normandie, en juillet 2005.**

Elle s'est encore détériorée : plus 3,6% par rapport à juillet 2003, pour les 8 catégories.

Au 31 juillet 2005, voici les chiffres communiqués par la Direction Régionale :

- 90 911 chômeurs (catégories 1 à 8),
- 63 471 chômeurs à la recherche d'un temps plein durable,

- 3 195 offres d'emploi durable déposées à l'ANPE.

Voilà la réalité de l'emploi disponible à l'Anpe dans notre région en juillet 2005 : 50 offres d'emplois durables pour 1000 demandeurs d'un tel emploi.

Une précision, ces offres d'emplois dits durables sont les offres de plus de 6 mois.

Cet arsenal répressif vise à radier les chômeurs de la liste officielle des demandeurs d'emploi. Il multiplie surtout les occasions de diminution et de suppression des allocations de chômage. Loin de s'attaquer aux causes du chômage, il fragilise un peu plus les chômeurs en les privant de revenus et en les contraignant à accepter la précarité. Comble du scandale, il leur offre comme perspective d'avenir la signature d'un contrat ultra

Villepin poursuit et aggrave la politique suivie par Raffarin et Borloo et souhaitée par le Medef, en matière de contrôle des chômeurs. Dans le décret du 2 août et la circulaire d'application du 5 septembre 2005, il multiplie les occasions et aggrave les sanctions contre ceux qui se laisseraient aller, ne seraient pas assez motivés et ceux qui refuseraient des emplois " valables ".

précaire avec deux ans d'incertitude garantie.

Cette attaque, sans précédent par son ampleur, contre les chômeurs et précaires ne peut laisser indifférent l'ensemble des salariés. Les menaces constantes qui pèsent sur l'emploi devraient les inciter à lutter avec tous les chômeurs contre ce programme ultra-libéral d'extension de la pauvreté et de la précarité dans notre pays. ■



# Bizarre, vous avez dit bizarre

par Etienne Adam

Un gouvernement (et une majorité) qui doit affronter une crise de légitimité sans précédent, désavoués par les mouvements sociaux, par les électeurs, continue à mener la même politique, en pire. Pourquoi, alors que toutes les conditions « objectives » sont réunies pour qu'il chute, ce gouvernement continue à se considérer comme l'expression de la majorité du peuple ? Pourquoi cette question de la légitimité ne s'impose t'elle pas dans le débat public, portée par tous ceux qui contestent les choix de Villepin (et les motifs ne manquent pas !) Pourquoi à l'inverse la droite ne recherche t'elle pas dans de nouvelles élections une légitimité ?

## La crise de la droite

La stratégie de toute la droite est de remettre en cause une certaine démocratie issue de la période de la Libération, qui ne convient plus à la phase actuelle de néolibéralisme. D'où son refus d'entendre les électeurs : ce n'est pas un signe de faiblesse mais la volonté de casser la tentative de se ressaisir du politique qui s'est manifesté de façons

diverses, mais convergentes, lors du référendum en envoyant le message « votez ce que vous voulez, mais le politique fonctionne sans vous ». Ce mépris affiché du vote, se fonde sur l'analyse que les mouvements sociaux seront paralysés ou éclatés par cette absence de perspectives.

Ceci n'est pas sans risques, parce que la crise de légitimité mine le système politique : plus qu'une crise politique, c'est une crise de régime qui s'approfondit chaque jour. La relégitimation par les élections est rendue difficile par les divergences au sein de la droite partagée entre deux stratégie face à la crise mondiale du libéralisme ( échec Irak et Katrina la crise du bushisme, OMC, crise européenne).

La mise en place progressive d'une société libérale par la « modernisation du modèle social français » défendue par Villepin et Chirac pour contourner les résistances. La « rupture » à la Sarkozy signifie l'épreuve de force économique, sociale, et politique. Sarkozy n'a pas renoncé à la lutte idéologique, dimension essentielle de son libéralisme autoritaire exacerbé. La mise en cause

des juges, l'usage du karcher, la chasse aux immigrés et la guerre préventive aux pauvres ne sont pas des maladroites. Sarkozy utilise une tactique largement éprouvée par Jean-Marie Le Pen pour construire une droite de combat capable d'assumer l'affrontement.

Ce qui se passe au MEDEF montre que le choix entre les deux stratégies est loin d'être tranché : le moment de la résolution de la crise de légitimité (nouvelles élections ou coup d'état interne) nous échappe largement. Mais la droite peut prendre son temps faute d'alternance crédible.

## La crise du social-libéralisme

Il serait dangereux de réduire la crise du PS à ses aspect politiciens. C'est une vraie crise d'espace politique, de légitimité, qui se pose au social-libéralisme.

La mise en place par la droite d'une stratégie manifeste de segmentation accrue du salariat pour diviser les mouvements sociaux et baisser le coût du travail met à jour un mécanisme commun à la droite et au social libéralisme: la stigmatisation des fractions les plus fragiles du salariat.

Bien sûr, la gauche ne visait pas à « surveiller et punir » les catégories les plus fragilisées du salariat : pourtant nos sociaux-libéraux ont expérimenté - sous couvert de « discrimination positive » en faveur des plus démunis - la segmentation du salariat, le délitement de la société salariale que la droite conforte aujourd'hui.

### Souhaiter la victoire des sociaux-libéraux au PS ?

Apparemment, une candidature Strauss-Kahn ouvrirait un espace démesuré à gauche et minerait encore plus l'hégémonie du PS. Mais je crains que ceci nous conduise à une multiplication des candidatures. Cette impuissance à peser se traduirait alors soit par un ralliement honteux, soit à porter la responsabilité de l'élection de Sarkozy. Dans un cas comme dans l'autre, la gauche anti-libérale serait perdante. Par ailleurs si

le PS n'entendait pas un minimum ce qui a été dit par ses propres électeurs, ce serait une aggravation sans précédent de la crise de représentation qui frapperait la gauche toute entière et non le seul PS.

Le discrédit de la politique en général qui en résulterait n'est problématique que pour la gauche qui a besoin d'une participation accrue à l'action politique. ■

Dans les effets induits par ce délitement, cette déchirure du salariat, une modification de la démocratie qui exclut de plus en plus les couches populaires de la citoyenneté. La technicisation des choix politiques, conduit à un retrait (« une crise de confiance démocratique » liée à l'abandon des services publics) d'une partie des classes intermédiaires et des couches stables du salariat. Par

ailleurs elles subissent aussi les effets de la crise de la société salariale (comme le montre une étude de l'OFCE la pauvreté, les salariés pauvres et salaires bloqués sont les effets d'une dégradation de la condition salariale en général).

La politique, la gestion de la société devient l'affaire des couches les plus privilégiées, excluant une part croissant du salariat. Cette « dynamique infernale » est source de crise au PS : le seul espace qui reste aux sociaux libéraux se réduit à la

représentation d'une fraction du salariat qui s'isole du reste : l'élite administrative et médiatique, les couches gagnantes du libéralisme qui défendent une redistribution limitée (salaire au mérite, intéressement qui paye...).

Le référendum a vu la rupture entre ces catégories (décisives dans le PS) avec la grande majorité de la petite noblesse d'Etat (les ouvriers avaient, depuis longtemps, disparu du paysage du PS). Le PS. est profondément divisé entre ceux qui veulent prendre en compte ce qui s'est exprimé au printemps dernier et ceux qui persistent dans la voie du social-libéralisme.

Toutefois même si un changement de majorité se faisait au prochain congrès du PS, ou après, ce serait insuffisant pour créer une dynamique populaire pour l'alternative. Or c'est bien une dynamique de ce type qui peut bouleverser assez le champ politique pour produire une crise politique salutaire.

## Le manque d'alternative

C'est une dimension essentielle. Beaucoup expriment une crainte face à une éventuelle crise du pouvoir qui par ailleurs est souhaitée par tous. Si l'assemblée est dissoute, si Chirac démissionne, ne serons nous pas amenés à

trancher - ou à assister en spectateurs à - un débat interne à la droite ? N'allons-nous pas propulser au pouvoir un Sarkozy dangereux par ses choix économiques et sociaux mais aussi pour les libertés.

Mais comment faire pour le battre ? La gauche telle qu'elle est actuellement ne semble pas capable de le faire.

Nous devons rapidement construire une réponse. C'est proposer une alternative qui réponde à la crise de la représentation politique et au désir de faire de la politique autre-

ment, d'y mettre moins de délégation et plus de participation. Mais qui soit aussi répondre à la crise de la gauche : face à la crise d'hégémonie du social libéralisme, nous avons

besoin de rendre visible des exigences politiques qui reconstruisent la notion même de gauche. Mais nous devons dans le même temps proposer des objectifs politiques pour gagner les élections de l'année 2007 (ou avant), et dire que la droite peut être battue lors de ces échéances comme lors du référendum malgré les moyens déployés. Comme demain, l'OMC, peut être mis en échec.

Bref, il faut redonner espoir d'un changement possible comme au printemps dernier : c'est cela qui crée une mobilisation.

Nous devons porter le débat le plus large possible, dans le plus d'endroits possibles, sur des exigences politiques qui rompent avec le social libéralisme. Ceux qui sont prêts à nous suivre dans cette voie ne demandent pas un programme technique (« votre bonheur clés en mains ») qui maintient la démarche délégataire mais l'élaboration la plus collective possible d'exigences (éradiquer le chômage, lutter contre la pauvreté, contre les discriminations...) et de mesures qui puissent s'appliquer (dont nombre de mouvements sociaux ont tracé les contours).

Mais aussi en laissant le débat ouvert, créons les conditions d'une intervention active des mouvements et des citoyens sur les choix au cours du mandat. Tout le monde le sent : un programme aujourd'hui, aussi démocratique soit-il dans son élaboration, ne peut répondre à tout le futur :

Enfin, la politique c'est aussi construire des rapports de force et peser ensemble pour modifier le champ politique tel qu'il est. Des forces défendent des exigences semblables ou proches. Dispersées, émiettées, elles n'arrivent pas à peser au niveau qui est nécessaire pour modifier les rapports de forces. Unies elles peuvent considérablement changer le paysa-

ge politique. Le bipartisme qui est constitutif de l'évolution antidémocratique de notre système politique a connu à l'occasion du référendum une crise sans précédent, écho d'une première crise en 2002. Qui l'aurait parié l'an dernier quand l'appareil d'état a montré (législatives, régionales) qu'il était outillé pour réduire ces crises.

Il ne faut pas laisser passer un instant décisif ! Constituer l'unité des antilibéraux, lier mouvements sociaux et politique, avec comme cible les prochaines échéances électorales, est la seule voie pour se sortir du cauchemar sarkosyste et de l'impuissance politique. ■

**Le refus de la droite d'entendre les électeurs n'est pas un signe de faiblesse mais la volonté de casser la tentative de ressaisissement du politique.**

**C'est une vraie crise d'espace politique qui se pose au social-libéralisme. Il serait dangereux de réduire la crise du PS à ses aspects politiques.**

## SORTIE DE CRISE ?

# Une crise politique profonde et des moyens pour la résoudre

par Nicolas Béniès

La crise politique française était latente depuis l'élection présidentielle d'avril 2002 qui avait vu la victoire de Chirac dans des conditions spécifiques. Ce vote était un vote anti-FN que Chirac n'a jamais voulu analyser, trop heureux qu'il était de récupérer son fauteuil « confortable »... Il en a basement profité pour, avec Raffarin, mettre en place une politique ultra-libérale voulant désormais mettre en œuvre la révolution libérale à la Thatcher, tout en gardant un discours de sauvegarde du « modèle français ». Rhétorique qu'il nous a encore servie lors de la campagne référendaire et que poursuit De Villepin.

Le résultat sans appel - près de 55% de non, avec une participation électorale importante, ouvre une crise prenant trois aspects :

- une crise de la construction européenne qui, au moins depuis l'Acte unique de 1986, se conjugue avec le libéralisme ;
- une crise politique interne, française - mais aussi allemande - qui touche l'ensemble des dirigeants et des institutions ;
- une crise des partis de la gauche dite traditionnelle incapable de représenter les aspirations populaires passant par la définition d'un programme antilibéral.

Elle est liée à une absence de légitimité provenant de la volonté affirmée des classes

dirigeantes dans tous les pays d'Europe à remettre en cause tous les acquis sociaux, pour, suivant la logique de la firme, tout faire pour hausser la profitabilité et augmenter ainsi l'investissement. Cette logique se heurte à la réalité. A trop baisser le coût du travail - salaire direct et indirect, les charges sociales -, on baisse aussi les capacités de consommation des ménages qui tiraient la croissance jusqu'ici. Désormais la récession est proche, comme la hausse du chômage.

L'objectif de cette « révolution libérale » - car c'est bien de révolution qu'il s'agit - est de s'attaquer à la forme sociale de l'Etat mise en place à la Libération qui reprenait, dans le droit du travail et de la Sécurité sociale, toutes les revendications des luttes ouvrières qui avaient marqué le 19e et le début du 20e. Cette dimension du libéralisme ouvre la porte à la nécessité pour les dirigeants de contester les libertés démocratiques élémentaires pour imposer ce programme de régression. C'est la thèse argumentée d'Ezra Suleiman dans « Le démantèlement de l'Etat démocratique » au Seuil.

On le voit bien avec la politique du nouveau gouvernement qui voulait rétablir les conditions de la confiance. 80% des sondés lui répondent « NON » ! Une nouvelle fois.

Et il fait de nouveau la sourde oreille... La multiplication des attaques portant sur le droit du travail, les droits des chômeurs - avec de nouveaux pouvoirs de sanction donnés aux Préfets - sous forme d'ordonnances démontrent bien la réalité de ce cocktail visant à la fois les droits sociaux et démocratiques.

L'ennemi à abattre, ce n'est pas le Medef, c'est le gouvernement actuel pour commencer à respirer et à élaborer un programme antilibéral, pour peser sur la crise actuelle du PS, déconsidéré par ce référendum, au moins au niveau de sa direction actuelle.

Le seul mot d'ordre possible, pour la journée du 4 octobre comme ensuite - et pour favoriser un mouvement social, lui donner du souffle -, c'est « DISSOLUTION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE... » !

On ne voit pas, dans les conditions actuelles, comment les organisations syndicales pourraient négocier ni, encore moins, sur quoi. ■



# Ce que nous ne voulons plus

par Etienne Adam (Conseiller municipal, Anpag Caen), Jean-Marie Angelini (Gard), Tarek Ben Hiba (conseiller régional Ile de France, 91), Hamida Ben Sadia (militante féministe, Seine-Saint-Denis), Alain Bertho (universitaire Saint-Denis), Marylène Cahouet (enseignante, Lyon), Pierre Cours-Salies (universitaire, Montreuil), Michel Dupont (Rouen), Thérèse Gouet (enseignante, Chatenay-Malabry, 92), Marie-Claude Herboux (Anpag, Caen), Maryvonne Loiseau, (Morbihan), François Simon (conseiller municipal, Toulouse), Claire Villiers (conseillère régionale Ile de France, 92), Véronique Vinet (Alternative Midi Pyrénées, Toulouse)

Ce texte est paru dans le journal Politis n°868 en tribune libre ([www.politis.fr](http://www.politis.fr)).

Quelques mois à peine après le coup de tonnerre du 29 mai, l'inquiétude a grandi aujourd'hui chez toutes celles et tous ceux qui ont porté, dans l'unité, la campagne

Mais bien au-delà, nous sommes des millions à ne voir comme traduction tangible de notre vote que l'aggravation de la situation, de la précarité, la montée de la pauvreté, des discriminations, du racisme.

Ce pouvoir, en cinq ans, a essayé plusieurs mobilisations sociales d'ampleur contre les atteintes à la sécurité sociale, aux retraites, à l'école, aux services publics en général. Ce pouvoir a cumulé trois défaites électorales (régionales, européennes et référendum)... et il semble pouvoir continuer sans obstacle son œuvre de destruction des droits sociaux et démocratiques.

Pire : le « sursaut » que veut incarner le premier ministre se traduit par plus de libéralisme économique et social et d'autoritarisme policier. Quand à la « rupture » réclamée par Nicolas Sarkozy, elle semble surtout dessiner les chemins d'une aventure inquiétante pour la démocratie et la liberté.

Quand la droite et le néolibéralisme sont à ce point contestés dans le pays, nous ne pouvons pas nous résigner à ce que l'exaspération sociale et politique et la volonté de changement, exprimées le 29 mai, fassent de la droite la plus à droite l'alternative à la politique actuelle.

Comment être assez nombreux pour dire

assez fort ce que nous ne voulons plus ? Nous ne voulons plus subir, semaine après semaine, mois après mois, année après année, ce libéralisme autoritaire et policier qui plonge des millions de gens dans la précarité et la peur du lendemain, met en place des dispositifs de chasse aux pauvres et organise des discriminations de toutes sortes.

Nous ne voulons plus d'un pouvoir qui, via Bruxelles est aux ordres de l'OMC, anticipant les exigences de l'Accord Général sur le Commerce des services.

Nous ne voulons plus d'un pouvoir qui organise les règles sociales et fiscales pour prendre aux pauvres et donner aux riches, encourageant seulement les rentiers et les spéculateurs et utilisant la concurrence pour diviser les salariés, supprimer des emplois, baisser le pouvoir d'achat de la masse des salariés, des chômeurs et des retraités.

Nous ne voulons plus d'un pouvoir qui génère et cultive les tensions et les haines au sein même de ceux qui sont ses victimes. Nous ne voulons plus que le droit au logement, à la santé, à l'eau courante, à l'électricité soient systématiquement bafoués, au risque, on le sait de mettre la vie des gens en danger.

Nous ne voulons plus de réponses simplistes, sécuritaires et électoralistes aux défis civilisationnels auxquels nous sommes confrontés.

Nous ne voulons plus de la Vème République, ce système présidentiel avec ses dérives monarchiques.

Ni Sarkozy, ni de Villepin, ni Bayrou ! Nous ne voulons plus de la droite, brutale et hautaine, qui détruit jusqu'aux bases élémentaire de la vie commune

C'est justement pour cette raison que nous ne voulons plus, non plus, que les défaites successives des résistances populaires soient passées aux pertes et profits de l'histoire. Nous ne voulons plus qu'aucun projet politique rassembleur ne propose ni de revenir sur les lois scélérates, ni d'abolir les mesures destructrices, en matière économique, en matière sociale, en matière de liberté.

Nous ne voulons plus de ministres qui déclarent forfait devant des licenciements boursiers.

Nous ne voulons plus d'une gauche qui pense que pour battre électoralement la droite il faut politiquement l'imiter. Nous ne voulons plus des politiques social libérales. Nous ne voulons plus des alternances électorales qui sont des reniements politiques. C'est un poison pour l'espoir, un poison qui tue lentement, mais sûrement, la démocratie elle-même.

C'est pourquoi nous ne voulons pas nous résoudre au divorce d'une gauche de gestion et d'une gauche d'exigence qui condamne la gestion au reniement et l'exigence politique au témoignage impuissant. Nous ne voulons plus nous contenter de développer des luttes de résistances aux mauvais coups sans tracer d'autres perspectives.

**PRÉCARIATION**

# Loi sur les services de proximité

## ou comment renvoyer les femmes aux travaux domestiques!

par Marie-Claude Herboux

Nous ne voulons pas que l'exaspération qui s'est exprimée le 29 mai reste sans espoir car c'est la porte ouverte aux pires aventures. Nous ne pouvons pas nous résoudre à voir la droite fermer pour longtemps la porte de l'avenir, faute d'avoir donné l'élan rassembleur qui manque à la majorité antilibérale aujourd'hui potentielle, largement espérée et si évidemment nécessaire,

Nous ne voulons pas qu'on construise des murs entre ceux qui sont portés par le même espoir de changement, quel qu'ait été leur vote le 29 mai.

Nous ne voulons plus que des intérêts électoraux et organisationnels l'emportent sur la dynamique populaire de rassemblement nécessaire pour que cet espoir renaisse et grossisse.

Nous ne voulons plus de stratégies à courte vue, de concurrences au petit pied, de la dispersion des voix qui devraient être convergentes.

Nous ne voulons plus des combinaisons d'appareils hors du débat citoyen le plus large, impliquant tous ceux qui vivent, travaillent, souffrent et rêvent dans ce pays, français ou étrangers, en règle ou sans papiers.

Bref nous ne voulons pas assister impuissant encore une fois à la défaite des femmes et des hommes de ce pays face à une droite qui leur mène une véritable guerre sociale, faute simplement d'avoir assez cru collectivement à la victoire et d'en avoir tiré toutes les conséquences dans les délais nécessaires.

2007, présidentielles, législatives, 2008 municipales, cantonales, c'est demain. Nous ne voulons plus perdre une seconde pour créer les conditions d'une dynamique populaire victorieuse pour les élections comme pour les mobilisations et les luttes revendicatives. Une majorité antilibérale est possible, elle est nécessaire. ■

La loi sur « les services de proximité » concoctée par Borloo et votée dans l'urgence (alors que précisément cette loi aurait du être le fruit d'un débat public sur les besoins des citoyens et sur une définition des métiers nécessaires) est sous tendue par une idéologie réactionnaire et pernicieuse : le retour- essentiellement pour les femmes- à la condition de « bonne à tout faire ». En effet les services aux personnes âgées, handicapées... sont indispensables et le seront de plus en plus. Ils auraient du permettre un développement de nouveaux métiers avec formation et statut. Au lieu de cela, la définition des besoins a été faite uniquement à partir de critères uniquement fonctionnels, du type , préparer à manger, faire le ménage, faire la toilette... A chaque acte est attribué un certain nombre d'heures. Les conséquences de cette façon de penser les services de proximité sont de taille. Premièrement, il va de soi qu'il ne peut s'agir que de temps partiels (très partiels) avec en plus des dérogations au Code du Travail qui annulent des garanties données aux temps partiels (horaires écrits, modification des délais de prévenance...) qui aboutissent à une individualisation du contrat de travail et crée une dépendance forte entre l'employé-e et l'employeur.

Deuxièmement, ces travaux sont assimilés à des travaux domestiques, travail non qualifié par excellence puisque il est exercé par tous !- On sait que 70% du travail domes-

tique est assurée par les femmes- Ce qui signifie outre le peu de considération pour ces activités, un refus de professionnalisation alors qu'il est évident que les services à la personne sont bien autre chose que des actes purement domestiques. C'est pourquoi, « la quasi totalité des actions destinées à revaloriser les conditions d'exercice des métiers, à créer ou à développer des filières de formation à part entière ne relève pas de la loi mais de la négociation collective ou du domaine réglementaire » (dixit la loi) ce qui va entraîner une dégradation du statut pour celles qui exercent déjà dans ce type d'activités. Avec l'individualisation du contrat de travail, il est sûr que les négociations collectives vont aller bon train ! De qui se moque t'on ?

Et puis, quel beau champ d'expérimentation pour appliquer les mesures coercitives de la chasse aux chômeuses ! Quelle femme condamnée au chômage pourra refuser un travail non qualifié, domestique alors que toutes les femmes sont censées y être préparées depuis leur plus jeune âge ?

Enfin n'était ce pas l'opportunité de développer et moderniser un service public, associatif para-public permettant une égalité sur toute la France des services à la personne, avec de vrais emplois (formation, statut...) plutôt que de forcer de nombreuses femmes à se retrouver « bonne à tout faire » à l'extérieur ? ■



# Décidément le maire de Deauville ne fait rien comme personne.

par Philippe Hamelin

La rénovation de sa piscine Olympique (qui serait olympique si elle était plus grande de 50 cm) est, et sera, encore un gouffre et une perte financière. Il faut savoir qu'une neuve coûte environ 5 millions d'euros.

A Deauville avec des restes de bâtiments de 40 ans, on vous propose une estimation de 4.610.000 euros au début des travaux. Depuis juin, les travaux qui ont débuté pour un an nous réservent des surprises chaque jour. Nous ne sommes pas à la Samaritaine, pourtant il y a toujours des nouveautés. Précisons que ce petit « cadeau » de la chaîne Barrière à Anne D'Ornano pour le franc symbolique est purement et simplement un poisson ; il est entretenu par un ancien adjoint, peut-être de mèche avec l'entreprise d'entretien ; des dizaines de milliers d'euros se seraient évanouis dans la nature.

Un ordre d'idée : le lot 1, « Gros œuvre », sur une base de 1.595.962,62 euros, nous passons légèrement avec un avenant de 84.363,23 euros soit un total de 1.677.325,90 euros. En cachant bien évidemment que l'entrepreneur a trouvé de l'amiante dans les démolitions, en murmurant que le personnel ne craignait pas pour sa santé. Ce n'est qu'une broutille !

Prenons un second exemple le lot 7, « carrelage », pour une estimation de 981.098,25 euros, nous aurons à payer une plus value de 10.318 euros soit un total de 991.734,75 euros.

Rien que ces deux lots représentent déjà 94.681,25 euros, plus le coût non prévu par la ville d'une mission de sécurité Incendie pour un montant de 2650 euros. Donc, tranquillement, nous voilà à 97.331,25 euros, ajouté à la facture d'origine le total est pour l'instant de 4.707.3314,25 euros.

Sachant que les travaux de cette piscine comptent 14 lots divers, je vous laisse ima-

giner le montant total de cette rénovation, ou plutôt de cette ruine.

Je suis persuadé depuis le 1er jour, qu'il fallait recréer une nouvelle piscine aux normes et au goût d'aujourd'hui. Dommage pour nos enfants, nos écoliers et nos concitoyens privés de piscines pour un an, mais heureusement vous la retrouverez sur votre feuille d'impôt. ■

## MOBILISATION

# Contre information !

par Anne Flambard

Alors que France2 fait pleurer dans les chaumières en utilisant sciemment à des fins dramatiques la douleur d'un enfant atteint de la mucoviscidose, plusieurs dizaines de militants faucheurs d'OGM comparaitront cet automne devant les tribunaux à Lille, Orléans, Toulouse ou Versailles, pour des actions de neutralisation de plantes génétiquement modifiées cultivées en plein champ.

Les recherches médicales peuvent, doivent se faire sous abri, en laboratoire pour éviter la contamination qui envahit le monde : depuis leur introduction en 1996, les semences

transgéniques ont contaminé de nombreuses cultures vivrières et l'environnement de toute la planète. Dans 25 pays sur les 5 continents, plus de 50 incidents de contamination illégale ou non autorisée d'OGM ont été relevés. Précisons qu'il ne s'agit que des incidents qui ont été rapportés. On a recensé des cas de contamination illégale ou non autorisée de semences et de cultures dans le cas du maïs au Mexique, du riz en Chine, du soja au Brésil, de la papaye en Thaïlande, du colza en Europe, du coton en Inde, du canola au Canada, et le dernier exemple à ce jour est celui du canola transgénique canadien au Japon.

SUITE P. 12



## SUITE DE P. 11

Des OGM ont été découverts dans les champs d'agriculteurs qui n'ont jamais semé ou cultivé de plantes OGM. Au lieu d'obtenir un dédommagement, les agriculteurs ont été poursuivis et plusieurs ont dû payer les entreprises semencières productrices d'OGM, soi-disant parce qu'ils n'avaient pas respecté les brevets sur les semences ! . Respect de la biodiversité, non monopole des semences, principe de précaution... les raisons de faucher ces OGM sont multiples et essentielles pour préserver notre environnement, fi de la basse démagogie pleurnicheuse des médias !

Mais, militer ensemble, créer un mouvement pacifique de désobéissance civile, ça gêne !

Le 19 mai dernier, la cour avait rejeté la demande de 167 autres participants à l'opération de destruction, qui souhaitaient comparaître avec leurs camarades.

La répression s'intensifie ; faire peur pour faire taire !

Une peine de quatre mois de prison ferme au moins a été requise jeudi 15 septembre à Riom (Puy-de-Dôme) contre un militant écologiste poursuivi pour violences sur un gendarme lors d'une opération de destruction de cultures transgéniques le 14 août 2004. Des peines de prison avec sursis assorties de l'obligation d'effectuer un travail d'intérêt général ont été requises contre trois autres prévenus. Empêchés même de se rencontrer !

Contre deux des prévenus, poursuivis pour destruction en réunion, il a été requis une interdiction de fréquenter les co-auteurs de la destruction et de se rendre sur des essais d'OGM.

Le procès de 15 autres militants poursuivis pour des faits similaires en août 2004 doit s'ouvrir devant le tribunal correctionnel de Clermont-Ferrand.

**Soutenons les faucheurs !  
A Caen, le 11 octobre ; à Orléans, le 27. ■**

# Agenda militant



**Mardi 4 octobre**

**Manifestation nationale intersyndicale pour les salaires et les conditions de travail, à Caen, Lisieux...**



**Jeudi 6 octobre**

**Prix des correspondants de guerre à Bayeux  
Soirée grands reporters - Israël-Palestine, quels chemins vers la Paix ?  
Avec la participation de Christophe Ayad , grand reporter à Libération, Jacques-Marie Bourget , rédacteur en chef à Paris-Match, Daniel Bensimon, éditorialiste du journal Haaretz, Sylvain Cypel, rédacteur en chef et ancien correspondant du Monde à Jérusalem, Charles Enderlin, correspondant permanent de France 2 en Israël. Jean-Paul Mari, grand reporter au Nouvel Observateur, (Liste non définitive)**

**Au Pavillon Prix Bayeux-Calvados - 21h Place Gauquelin-Despallières - Entrée libre et gratuite**



**Vendredi 7 et samedi 8 octobre**

**Forum Social de l'Eau à Cherbourg (Site universitaire)**

**à 20H30, Conférence de Riccardo PETRELLA du Contrat Mondial de l'Eau, Jacques NIKONOFF, président d'Attac, Danièle MITTERRAND présidente de France Libertés: eau et néolibéralisme, quelles alternatives ?**



**Jeudi 13 octobre :**

**Meeting avec RONY BRAUMAN, 20 h amphi 2000, à l'Université**

**" Après l'évacuation de Gaza par l'armée israélienne, stratégies et enjeux "**

**organisé par le Collectif Solidarité Palestine**



**Mercredi 19 octobre**

**Café du Commerce Mondial, 20h au Panta Théâtre, 24 rue de Bretagne, à Caen sur " L'Afrique dans la mondialisation "**



**Jeudi 27 octobre :**

**Procès de faucheurs OGM à Orléans**

# pourquoi pas ?

Directeur de publication :  
**Georges Fauvel**

Comité de rédaction :  
**Etienne Adam, Nicolas Bénéès, Georges Fauvel, Anne Flambard, Marie-Claude Herboux, Hervé Le Crosnier, Jean-Charles Risbec, Sébastien Saez**

Conception graphique **Nicolas Taffin**

Abonnements :  
(6 numéros par an)  
Simple 10E, soutien 20E et plus,  
étudiants et chômeurs 5E.  
Chèques à l'ordre de ANPAG, CCP Rouen 5446-46K.  
<http://anpag.org>

Prix au numéro 2 E.

Imprimé et diffusé par Presse Pluriel  
Tirage 1250 exemplaires

N° CPPAP 1207 P 11074

